

Brochure n° 3049

Convention collective nationale

IDCC : 1557. – **COMMERCE DES ARTICLES DE SPORTS
ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

ACCORD DU 6 JUIN 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS
À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2006

NOR : ASET0650797M

IDCC : 1557

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima conventionnels applicables aux salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale du commerce des articles de sports et équipements de loisirs.

Article 2

Grille des salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels de la branche, définis pour une durée de travail égale à la durée légale de travail, sont augmentés de 2 %, conformément au tableau ci-après :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE BRUT MENSUEL
130	1 242
140	1 247

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE BRUT MENSUEL
150	1 253
160	1 263
170	1 278
175	1 287
180	1 298
185	1 308
190	1 324
200	1 344
220	1 428
240	1 489
250	1 540
280	1 640
320	1 856
350	1 979
380	2 111
390	2 203

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE BRUT MENSUEL
420	2 346
450	2 566
500	2 754
550	2 958
600	

Les parties signataires ont convenu de ne pas fixer de salaire minimum conventionnel pour le coefficient 600.

Article 3

Date d'application

Cet accord sera applicable le 1^{er} juillet 2006.

Article 4

Publicité et extension

Le présent accord sera notifié à toutes les parties conformément à l'article L. 132-2-2 du code du travail.

A l'issue du délai de 15 jours, le texte du présent accord sera déposé en application de l'article L. 132-10 du code du travail et son extension sera demandée conformément aux articles L. 133-8 et suivants du même code.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération professionnelle des entreprises du sport et de loisirs (FPS) ;

Chambre syndicale nationale des distributeurs de véhicules de loisirs (DICA).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services CFE-CGC ;

Fédération des syndicats, commerce, service et force de vente CFTC.